



**FEDERATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT, DE LA CULTURE  
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
FORCE OUVRIERE**

*Section Départementale de l'Eure*  
17 ter, rue de la côte Blanche, 27 000 Evreux  
Téléphone : 02 32 33 01 11 Mail : snudifo27@gmail.com

**DECLARATION DE LA FNEC FP FO A LA FORMATION SPECIALISEE DU JEUDI 6  
JUN 2024**

Madame la Directrice Académique,

Mesdames et messieurs les membres de la Formation Spécialisée de l'Eure,

Dans un climat de violence sociale inédit, le président Macron instaure une économie de guerre. Pour la FNEC FP FO, cette économie de guerre est une offensive directe contre les travailleurs puisque son financement se traduit par la destruction de nos services publics et une remise en cause de nos conquêtes sociales durement arrachées au cours de l'Histoire par les salariés.

Dans le même temps, le Président Macron organise sa marche à la guerre vers l'Ukraine, pendant que la jeunesse et les travailleurs du monde entier se dressent pour dénoncer le génocide en cours et le soutien de leur gouvernement à la guerre menée par Israël.

Il utilise le contexte international pour faire feu de tout bois contre nos droits et nos acquis, notamment en poursuivant les syndicalistes, en interdisant les réunions dans les facs ou en envoyant les CRS dans les universités.

La FNEC FP FO soutient les millions de personnes qui partout dans le monde réclament un « cessez-le-feu immédiat » aussi bien en Ukraine qu'à Gaza.

Dans l'Education nationale, la réforme du choc des savoirs et ses conséquences néfastes - atteinte à la liberté pédagogique, implication des enseignants dans le tri social des élèves, emplois du temps dégradés, suppression des dédoublements dans certaines matières, pour n'en citer que quelques-unes ... - vont considérablement détériorer les conditions de travail des personnels qui sont déjà inquiets à l'idée de la mise en place de cette réforme.

Force est de constater qu'en utilisant les enseignants du 1er degré pour mettre en œuvre les groupes de niveau en français et en mathématiques, le gouvernement entend avancer vers la fusion des 1er et 2nd degré avec un corps unique d'enseignants qui ferait voler en éclat les statuts particuliers.

La FNEC-FP-FO 27 exige l'abandon du « choc des savoirs ».

Pour ce qui concerne les points à l'ordre du jour de cette réunion de la Formation spécialisée, notre fédération souhaite attirer votre attention sur plusieurs inquiétudes soulevées par les personnels.

Sans surprise, les Registres de Santé et de Sécurité au Travail (RSST) témoignent à nouveau des grandes difficultés des personnels liées aux situations d'inclusions scolaires systématiques qui deviennent problématiques. La destruction programmée des ESMS tels qu'ils existent ne va rien arranger. Il s'agit en effet de les intégrer dans les structures ordinaires et transformer les personnels des ESMS en personnels ressources itinérants, à l'image des EMAS, censés aider les enseignants à gérer les élèves à besoins particuliers. De formation spécialisée en formation

spécialisée, les représentants des personnels ne cessent d'alerter l'administration sur les problèmes que pose le manque de structures d'enseignement spécialisé, et sur l'incapacité structurelle de l'administration à concilier la nécessité d'accueillir tous les enfants à l'École et celle de protéger la santé physique et mentale de ses agents. Les élèves concernés sont privés de leurs droits à une scolarité adaptée à leurs besoins. Pour la FNEC FP-FO, l'Acte 2 de l'École Inclusive et la fermeture des ESMS vont dégrader encore plus les conditions de travail des personnels. Ce qu'il faut, c'est le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux.

Les registres mettent aussi en exergue le manque chronique d'AESH et d'agents relevant des collectivités qui a des répercussions directes sur les conditions de travail de tous les personnels. La FNEC FP-FO demande le recrutement de personnels à hauteur des besoins avec un vrai salaire et un statut pour tous.

Notre fédération condamne les réponses de plus en plus fréquentes données aux personnels en détresse qui consistent à envoyer, dans le 1er degré, les CPC dans les classes pour vérifier les dire des collègues ! L'administration culpabilise donc les personnels en difficulté dans certaines situations et ne répond pas directement aux problèmes rencontrés. La FNEC FP-FO 27 demande qu'à chaque RSST une réponse concrète soit apportée pour trouver une solution.

Concernant l'école des Prunus, la FNEC FP-FO 27 maintient ses préconisations, que l'inspectrice du travail confirme, pour que l'élève à besoins particuliers puisse être accueilli rapidement dans une structure adaptée à ses besoins. Comme nous l'avons toujours dit, le pédagogique ne peut se substituer au médical. Les collègues de l'école sont en souffrance et il est impossible de les laisser face à cette situation qui aura des répercussions dans les prochaines semaines, voire les prochains mois ou les prochaines années.

La profession va mal car les demandes ou les décisions de l'administration ne répondent pas aux besoins des personnels sur le terrain. Pire, elles créent des RPS et une dégradation des conditions de travail : gestion du remplacement au niveau de la DIPER 3, réorganisation des circonscriptions, mise en place d'évaluation des élèves et des professeurs indirectement à chaque niveau de classe de la maternelle à la 3ème, la délégation de compétences de la loi Rilhac (plan pHARE, PACTE, ...), la demande de vérification des GEVASCO 1ère demande par le pôle ressources, ... sans parler des audiences qui se multiplient avec des convocations sans motif mettant en difficulté les personnels. Ils sont ulcérés de cette gestion.

La FNEC FP-FO 27 invite la DSDEN à revenir sur plusieurs de ses décisions notamment celle sur la gestion du remplacement afin de redonner confiance aux collègues.

La rentrée 2024 suscite de vives craintes quant à la dégradation des conditions de travail, que ce soit à cause des réformes que le gouvernement veut mettre en œuvre contre l'avis de la majorité des organisations syndicales et des personnels, ou à cause du manque de moyens.

La perspective de la réforme de la fonction publique que prépare le ministre Guérini avec la disparition des catégories A, B et C ou la réforme de la formation des enseignants et des concours ne permettront pas une meilleure attractivité de la fonction publique ni de remédier à la crise du recrutement.

Et pourtant, l'argent existe pour les services publics, et en particulier l'Éducation Nationale mais, le gouvernement décide de 10 milliards de coupes budgétaires cette année, dont 691 millions dans l'Éducation Nationale, et 20 milliards prévus l'année prochaine alors que dans le même temps les dividendes des actionnaires des grandes entreprises ont encore augmenté, et que le budget de l'armée s'élève à 413 milliards d'euros...

Nous réclamons des moyens pour exercer nos missions dans de bonnes conditions.

Non aux économies de guerre ! Des moyens pour les services publics ! Pour l'Ecole publique !

Je vous remercie de votre écoute.

**Avis proposés par la FNEC FP FO 27 à la F3SCT D du jeudi 6 juin**

**Avis 1 :** A l'occasion du redécoupage de la carte des circonscriptions du département de l'Eure, l'administration a pris la décision de gérer de manière centralisée le remplacement de 8 circonscriptions avec la mutualisation des brigades de remplacement. La F3SCTD 27 considère que l'éloignement entre le lieu de gestion du remplacement et les réalités locales de ces territoires va avoir un impact sur la qualité du service de remplacement ainsi que sur les conditions de travail des remplaçants.

La F3SCTD 27 demande que la gestion du remplacement soit confiée aux IEN et à leurs équipes et que l'intervention des remplaçants soit limitée à leur propre circonscription.

**Pour : 10 (FNEC FP FO, FSU, UNSA)**

**Avis 2 :** La F3SCTD 27, réunie le 6 juin 2024, demande l'abandon de la réforme « choc des savoirs » qui, avec une logique de tri social, d'atteinte à la liberté pédagogique, d'implication des enseignants dans le tri social des élèves, d'emplois du temps dégradés, de la suppression des dédoublements dans certaines matières notamment, aura un impact sur la santé de nos collègues.

**Pour : 10 (FNEC FP FO, FSU, UNSA)**

**Avis 3 :** La F3SCTD 27, réunie le 6 juin 2024, demande l'ouverture de toutes les places nécessaires dans les établissements médico-sociaux et dans les structures adaptées (ULIS, SEGPA, ...) pour que les élèves en situation de handicap puissent bénéficier d'une scolarisation adaptée à leurs besoins.

**Pour : 10 (FNEC FP FO, FSU, UNSA)**

**Avis 4 :** La F3SCTD 27 demande également le retrait du projet de décret relatif aux modalités de fonctionnement en dispositif intégré des établissements et services médico-sociaux (ESMS) qui aurait pour objet de généraliser l'externalisation des classes de ces établissements dans les écoles et les établissements.

**Pour : 10 (FNEC FP FO, FSU, UNSA)**